

Elections et les chiffres qui parlent d’eux-mêmes

Les observateurs ont été unanimes pour donner un satisfecit à l’Autorité nationale des élections (ANE) pour l’organisation du second tour de la présidentielle tenu le 14 février 2016. Mais les indications que nous publions ci-dessous montrent que les principaux acteurs du processus électoral en cours ont encore du pain sur la planche pour réussir une organisation sans bavures des scrutins à venir. Eviter un affaissement du taux de participation, qui a chuté de près de 20 points au second tour de la présidentielle, réduire le nombre de votes nuls ou blancs et réaliser l’objectif de zéro procès-verbal non traité : tels sont les principaux défis que l’ANE et les organismes impliqués dans l’organisation des élections ainsi que les partis politiques et les candidats devraient avoir à cœur de relever dans les prochaines semaines.

ANE 1er tour	ANE 2nd tour	CCT 1er tour	CCT 2nd tour
Inscrits: 1 954 433	Inscrits : 1 954 433	Inscrits : 1 954 433	Inscrits : 1 954 433
Inscrits PV consolidés : PV attendus : 5 687 PV consolidés : 5 476 Votants : 1 153 300	Inscrits PV consolidés : 1 882 384 PV attendus : 5 687 PV consolidés Votants : 1 281 053	Inscrits PV consolidés PV attendus : 5 687 PV consolidés Votants : 1 217 800	Inscrits PV consolidés PV attendus : 5 687 PV consolidés Votants : 1 150 659
Participation : 79% Suffrages valablement exprimés : 1 181 115	Participation : 61% Suffrages valablement exprimés : 1 108 411	Participation Suffrages valablement exprimés : 1 132 886	participation Suffrages valablement exprimés : 1 106 745
Votes blancs : 42 790 Bulletins nuls : 57 148	Votes blancs : 20795 Bulletins nuls : 24094	Votes blancs ou nuls : 90.070	Votes blancs ou nuls : 64 404

Entretien

« Pour battre campagne, les femmes sont vraiment dépourvues, elles n’ont pas d’argent »

De tous les candidats "élus" dès le 1er tour (en attendant la décision finale de la Cour constitutionnelle), une femme a fait le deuxième meilleur score : plus de 93%. Au-delà de ce cas remarquable, le nombre des femmes dans le jeu démocratique reste très faible. Chantale Pani, journaliste et actrice dans la société civile, explique au micro d'Elections Siriri pourquoi.



Chantale Pani, déçue par le score des femmes candidates

Qu'est-ce qui peut bien expliquer la contreperformance des femmes aux élections législatives du 14 février dernier ?

Pendant les préparatifs de cette campagne électorale, les femmes avaient bien manifesté un engouement. Par leur inscription considérable.. Malheureusement, le résultat donne ce que nous connaissons. Pourquoi ? Parce que les femmes candidates étaient parties sans préparation. Autre chose qui a fait qu'on n'a pas pu obtenir beaucoup de femmes élues, c'est qu'il n'y avait pas de moyens. Pour battre campagne, les femmes sont vraiment dépourvues, elles n'ont pas d'argent, et vous savez, dans cette lutte, il faut de l'argent. Dans cette campagne, vous avez constaté, comme moi, que tout le monde proclamait à cor et à cri qu'on vou-

lait "Fa mapa" (rompre le pain, en sango, langue nationale), et le "Fa mapa", ça veut dire donner quelque chose à ceux qui vont voter pour vous. Malheureusement, les femmes n'ont pas les moyens de donner le pain que les électeurs exigeaient. C'est ça qui est à l'origine du résultat qu'on a connu.

Que proposez-vous alors pour remédier à ce problème de finance-

ment ? Je crois que nous ne nous sommes pas bien préparées. Je pense que dorénavant, pour être candidate aux législatives ou à la présidentielle, il va falloir que nous nous investis-

sions sérieusement. Il ne suffit pas seulement que nous clamions haut que la femme est l'égale de l'homme. Il nous faut prendre conscience qu'il n'y a pas de demi-mesure. Pour se lancer dans la course électorale, il faut se préparer sérieusement et longtemps. Il ne faut pas attendre d'être à un an ou six mois des échéances pour occuper le terrain. Celles qui ont perdu doivent commencer maintenant à se préparer, à économiser pour avoir de l'argent, et d'ici cinq ans, elles pourront faire face au défi qui est le leur.

Vous semblez dire que l'argent est le maître du jeu dans cette affaire. Pensez-vous que c'est vraiment cela qui doit guider les électeurs dans leur choix ?

Oui malheureusement, et ce n'est pas une bonne pratique. Nous sortons d'un conflit et la faim est partout. Quand tu vas pour prôner la bonne parole ou ton programme, l'électeur qui n'a rien à mettre sous la dent ne va pas t'écouter. C'est pourquoi il va falloir que nous nous préparions pour les élections prochaines.

Il va falloir faire un travail en amont auprès des électeurs pour leur dire que ce n'est pas la fin du monde. Même si l'on vous donne aujourd'hui, ça ne changera pas votre vie. Il faut qu'on leur apprenne que le

changement ne peut venir que du programme d'un candidat. Le "fa mapa" est une mauvaise pratique qui fausse le jeu démocratique puisqu'il ne profite qu'aux riches. Il n'apportera que des problèmes. C'est le lieu pour moi d'interpeller les journalistes afin qu'ils continuent dans la sensibilisation de la population pour l'implication des femmes dans le processus électoral à tous les niveaux : électrices et candidates. Les femmes ont un rôle important et lorsque surgissent des conflits, c'est toujours elles les principales victimes. C'est vraiment dommage que cette année on ne puisse pas avoir la moitié ou le tiers des sièges à l'Assemblée.

Une loi sur la parité homme-femme est en cours d'adoption au Conseil national de Transition. Pensez-vous que cela soit une solution pour la promotion des femmes, en particulier lors des prochaines échéances électorales ?

Cette loi est au programme de la session ordinaire qui s'est ouverte hier, et je suis sûre que nous allons la voter, ce sera pour les femmes une opportunité pour rentrer dans l'échiquier national et montrer que nous pouvons travailler comme les hommes.

Propos recueillis par : Armel Paul Ouakola



Ne perdons pas le chemin des urnes

La confirmation de l'élection du Pr Faustin Archange Touadéra par la Cour constitutionnelle vient ainsi mettre un terme à l'une des nombreuses étapes du processus électoral enclenché voilà plusieurs mois. L'attitude responsable du finaliste malheureux, Monsieur Anicet Georges Dologuélé, qui a bien et très vite reconnu la victoire de son adversaire et non moins « frère », confirme une vérité : le peuple dans sa majorité ne veut plus des dirigeants autoproclamés. Seule la voie des urnes reste le moyen honnête de prendre un poste de responsabilité publique donné : que ce soit à la magistrature suprême ou ailleurs.

Editorial

La Constitution de la République Centrafricaine est tellement claire pour l'assimiler aux pays qui pratiquent un régime moderne, dit « démocratique ». Les centrafricains électeurs restent bien le fondement de la souveraineté populaire. Le double scrutin du 30 décembre dernier avait donné à voir la grande mobilisation, la ferveur des électeurs (trices) dans la capitale et dans l'arrière-pays ; le fort taux de participation (72,18 %) était salué à sa juste valeur. Cet engouement de la population pour le choix démocratique et libre de ses futurs dirigeants connaît malheureusement un essoufflement. La faible participation des Centrafricains pour le second tour de l'élection présidentielle et le premier tour des législatives interpelle chacun de nous tous. Il est impératif de maintenir la flamme allumée en sensibilisant tous les acteurs du processus électoral (leaders politiques, leaders de la société civile, leaders des confessions religieuses, ...). Chacun à son niveau doit faire comprendre aux Centrafricains que c'est à travers son empressément et son goût pour les urnes qu'on reconnaît le niveau civique d'un peuple. Les élections ne se limitent pas uniquement au choix d'un président de la République. Non. La gestion d'un pays dans son ensemble englobe des enjeux aussi bien nationaux que locaux. Les élus de proximité (députés, maires, sénateurs et chef de quartiers) jouent aussi un rôle important.

Le pays a tout à gagner si les électeurs se mettent dans la peau d'un sportif qui n'arrête pas de s'entraîner régulièrement. En d'autres termes, le processus électoral est un cycle qui tourne et revient toujours à la case départ. Aujourd'hui la présidentielle, demain les municipales ou les législatives et après demain les sénatoriales, voire même l'élection des chefs de quartier... Ne perdons pas le chemin des urnes.

Gilbert Mbakop

Dans la logique du Fair-play Faustin Archange Touadéra et Anicet Georges Dologuélé se félicitent mutuellement



Aussitôt après la publication des résultats provisoires des scrutins du second tour de la présidentielle le samedi 20 février par l'Autorité Nationale des Elections (ANE), Faustin Archange Touadéra (FAT) le vainqueur a, dès le lendemain, réagi pour féliciter son rival, Anicet Georges Dologuélé (AGD) qui a accepté le verdict des urnes.

Dans sa déclaration, FAT a précisé que son adversaire politique AGD a fait preuve de patriotisme. « Suite à la proclamation de ces résultats, mon frère Anicet Georges Dologuélé, candidat au second tour de l'élection présidentielle, a fait une déclaration publique pour reconnaître ces premiers résultats provisoires. Je tiens à le féliciter », a-t-il déclaré.

Reconnu pour son humilité et son sens du patriotisme, Faustin Archange Touadéra s'est même déplacé pour rendre visite à Anicet Georges Dologuélé le week-end du 27 mars. Leur entretien a duré plus d'une quarantaine

de minutes. A la sortie, personne d'entre eux ne s'est exprimé devant la presse. C'est un acte très salué par la population et la communauté internationale ainsi que par les observateurs.

Après la proclamation des résultats définitifs de l'élection présidentielle par la Cour constitutionnelle de transition le mardi 1^{er} mars, Faustin Archange Touadéra a, de nouveau, réagi pour adresser «un salut républicain et fraternel» à Anicet Georges Dologuélé. Initiateur du Code de Bonne Conduite signé entre autres par les deux finalistes de la présidentielle, le Cadre de Concertation n'est pas resté indifférent face à l'élégance des deux hommes. Dans un communiqué de presse publié le 23 février, il affirme apprécier à sa juste valeur et approuver l'attitude du candidat Anicet Georges Dologuélé qui, selon lui, «a fait montre de patriotisme en observant le code de bonne conduite ». Le Cadre a également reconnu «la hauteur du nouveau président élu, Faustin Archange Touadéra » et a salué le sens de responsabilité des candidats aux législatives.

Rappelons que le code de bonne conduite signé le 24 novembre 2015 par les partis politiques et candidats aux élections en République centrafricaine a prévu dans l'article 25 des conduites à tenir après le scrutin en ces termes : "Accepter les résultats définitifs tels que proclamés par la Cour Constitutionnelle et féliciter le gagnant". C'est ce qu'a fait Anicet Georges Dologuélé qui n'a pas attendu la confirmation des résultats du second tour par la CCT pour accepter les résultats et féliciter son rival.

Frédéric Mbomba

Eclairage

Les électeurs centrafricains retourneront aux urnes le 27 mars 2016 pour élire leurs députés. Mais beaucoup méconnaissent le rôle de ces élus.

Désiré Gouveli est un ancien député, il est toujours en course pour siéger dans le futur parlement. En tant que tel, son rôle est « *méconnu par bon nombre, certains candidats compris* » admet-il. Pourtant cet élu de proximité est appelé à se placer toujours auprès des population dont il est censé défendre ses intérêts à l'Assemblée nationale.

« *Cette ignorance est due au fait que pendant les campagnes, les candidats font de belles promesses de projets qu'ils ne réalisent presque jamais pour beaucoup d'entre eux* », déplore une électricité prête à retour-

ner quand même aux urnes.

« *Un député de la nation est un représentant du peuple à l'Assemblée Nationale. Il est chargé de porter la voix des populations de sa circonscription ou du peuple dans cette grande institution* », reconnaît un autre citoyen qui brûle d'envie de voter à nouveau.

Quand ils ne sont pas aux côtés de leurs populations, les députés votent des lois qui régissent la République.

Les députés siégeant à l'Assemblée Nationale sont appelés à contrôler l'Exécutif, en interpellant les membres du gouvernement, y compris le Premier ministre, voire même le Président de la République. Une faiblesse, un manquement, un dérapage observés ou une violation des



Béatrice E. Epaye, ancienne et nouvelle Députée de la Nation

lois, une incompétence notoire, constituent les causes de leur action. L'interpellation consiste à donner la latitude aux différents membres de l'Exécutif de se défendre ou d'évo-

quer les raisons des faits qui n'agréent pas ou qui ne cadrent pas avec la loi. Et si les faits sont jugés graves, les députés ont le droit de procéder à la motion de censure contre tel ou tel membre du gouvernement.

Au sein de cette institution, chacun des députés sont regroupés dans différentes Commissions. C'est une cuisine interne permettant aux représentants du peuple d'avoir une bonne vue sur la bonne marche du fonctionnement de l'Exécutif. Un député peut contacter certains partenaires s'il y a lieu ou le gouvernement pour la réalisation de certains projets dans sa circonscription électorale.

Julio Salawane et Gilbert mbakop

Saint Thomas Sindo Zallo

demeurant au quartier KPETENE 5 dans le 6ème Arrondissement de Bangui

1- Oui, je suis prêt pour aller voter.

2- En ce qui concerne le rôle d'un député, à ce que je sache, c'est de plaider le sort de la population de sa localité au niveau de l'Assemblée Nationale.

3- Ce que j'attends du député de ma localité, c'est d'abord de respecter son engagement. Il faut que cet engagement passe de la promesse à la réalisation, notamment le déstagement à outrance qui nous amène à vivre dans les ténèbres depuis plus de 3 ans.

Soulé Amadou, Commerçant demeurant au quartier Sénagalaï, dans le 3ème Arrondissement de Bangui

1- Oui, je vais toujours exercer mon devoir civique.

2- Le député représente la population de sa circonscription. Il est le porte-parole de sa localité auprès du gouvernement, il vote les lois.

"- Nous avons des problèmes d'eau potable, d'électricité et de sécurité. C'est ce que nous voulons en urgence de la part de notre député.

Propos recueillis par :

Bienvenu Paya, Jocelyn Mossoua, Guy V. Masseroang



Tél: 72 70 09 04/ 75 32 4078

Courriel: spndouba@yahoo.fr

Un projet de la MPJ, réalisé avec l'appui technique de : OMCA, ARC, RJDH et financier de la MINUSCA et du PNUD

Rédacteur en chef:

Simon Pierre Ndouba

Red. adjoint : Simplicie Doayouane

Relecture :

Marcel D Gazikolguet

Secrétaire de rédaction :

Armel Paul Ouakola (MPJ)

Ont collaboré à ce numéro :

Sébastien Lamba (ACAP), Gilbert Mba-

kop (Sango Ti Afrika), Julio Salawane (Le

Facteur), Guy. Masseroang, Jocelyn

Mossoua, Bienvenu Paya, A. Ngoumbassa

-Komy, Frédéric Mbomba, etc

Montage graphique:

Gilbert Mbakop

Impression: Maison de la Presse et des

Journalistes (MPJ)

Echos du Palais de justice

Les élections groupées des 30 décembre 2015 et 14 février 2016 se sont déroulées sans incident majeur, selon tous les observateurs. D'où le satisfecit de ceux-ci au peuple centrafricain. Plusieurs tentatives de fraude ont toutefois été décelées et leurs auteurs inter-

Bureaux fictifs, urnes bourrées, bulletins pré-remplis, monnayage de voix ; telles sont les formes de fraude décelées lors des récents scrutins en République Centrafricaine.

A titre d'exemple, au centre de vote du lycée de Bimbo, Paterne Djeukam a été surpris le jour du scrutin du 30 décembre 2015 avec des urnes

Neuf fraudeurs lors des dernières élections incarcérés à la maison d'arrêt

bourrées de bulletins en faveur d'un candidat à la présidentielle. Il a été conduit à la brigade de gendarmerie du PK 9 pour nécessité d'enquête.

17 jeunes appréhendés lors des scrutins du 14 février 2016 et accusés de fraudes sont présentés le 17 février 2016 devant le parquet pour leur procès-verbal interrogatoire, a-t-on appris du Procureur de la République, Ghislain Grézenguet dans un entretien avec le Réseau des Journalistes pour les Droits de l'Homme (RJDH). 8 ont été libérés et 9 transférés à la Maison d'Arrêt de Ngaraba.

Selon Ghislain Grezenguet, ces jeunes sont arrêtés pour des raisons

diverses. « *Ces jeunes ont tenté de frauder en utilisant des cartes qui ne leur appartiennent* ».

Selon le code électoral en son article 195, « *quiconque aura, dans les conditions visées à l'article précédent, troublé ou tenté de porter atteinte à la sérénité et à la sincérité du scrutin, sera puni d'un emprisonnement de trois à douze mois et d'une amende de 100 à 500 milles FCFA* ». Les autres jeunes sont arrêtés dans les 2^{ème}, 4ème et 5ème arrondissements de Bangui pour tentative de fraude, aussi réprimée par le Code électoral.

Le camp d'un candidat à la présidentielle a dénoncé l'existence de bu-

reaux de vote fictifs en province lors du second tour.

Conformément aux règles de procédure définies par le Code de procédure pénale en RCA, ces présumés fraudeurs seront jugés par les juridictions de droit commun, notamment les Tribunaux de Grande Instance. Les peines varient selon le degré des infractions. Il peut s'agir d'une amende allant de 50 à 500 000 FCFA ou d'un emprisonnement variant de 2 à 5 ans.

Appolinaire-Modeste Ngoumbassa-Komy

« L'organisation des élections groupées répond aux vœux de la population »

Thierry Zéneth, Directeur des Elections au ministère de l'Administration du Territoire de la décentralisation Régionalisation

« *Ces élections qui doivent marquer la fin de la transition qui dure depuis trois années déjà sont organisées avec beaucoup de sérieux* ».

Ces propos sont ceux du Directeur des Elections au ministère de l'Administration du Territoire, de la Décentralisation et de la Régionalisation, Thierry Zéneth. Ce haut fonctionnaire estime aussi que c'est ce qui justifie le comportement de la population et son adhésion aux résultats de ces élections groupées.

Le but recherché est d'expliquer à l'opinion nationale les enjeux de l'organisation du suffrage universel dans un pays démocratique. Aux dires de Thierry Zéneth, « *les élections sont le baromètre de la vie démocratique d'un pays, et le suffrage direct est l'un des aspects des modes d'élections. Nous avons le suffrage indirect qui est pratiqué dans le système électoral américain, pour le fait que le Président est élu par un collège d'électeurs, représentants de la population. Mais en Centrafrique, c'est le suffrage direct, c'est-à-dire que c'est le peuple qui s'exprime directement, sur un candidat au regard de son programme de société. Pour nous, je crois savoir que le suffrage direct serait le mieux indiqué, parce qu'il faudrait bien que ce qui engage la nation, le peuple centrafricain, soit l'expression de leur propre volonté* ».

Il a ajouté que la République Centrafricaine n'a pas connu les élections que dans la période démocratique, c'est-à-dire avec l'avènement de la conférence de la Baule en 1990. « *La RCA a connu, bien avant, l'organisation des élections au lendemain de l'indépendance. En 1980, la RCA avait expérimenté les élections, dans les années 90 avec le vent de la démocratie à l'issue de la conférence de la Baule, la RCA est entrée pleinement dans les élections démocratiques. Depuis lors, ce processus a continué malgré quelques bégayements avec ses intermèdes que nous avons connus. Mais nous restons toujours dans cette lancée du processus démocratique, d'organisation des élections* », a-t-il poursuivi.



Le premier Ministre, Mahamat Kamoun, accomplit son devoir civique. Il fait partie des 1 150 659 votants au second tour de la présidentielle

Faisant la genèse des élections en Centrafrique, M. Thierry Zéneth a déclaré que la question de la responsabilité de l'organisation des élections, au départ, était la responsabilité du ministère de l'Administration du Territoire, anciennement appelé ministère de l'Intérieur, qui s'occupait de l'organisation des élections dans le pays. Malheureusement, la politique est entrée dans l'administration centrafricaine, ce qui affecte la neutralité des agents de l'Etat chargés d'organiser les élections. D'où la nécessité de mettre en place des structures ad-hoc, notamment la Commission Electorale Mixte Indépendante (CEMI) ou la Commission Electorale Indépendante (CEI) et des structures pérennes, à savoir l'Autorité Nationale des Elections (ANE).

Mais aujourd'hui, a-t-il précisé, « *l'ANE qui est une structure pérenne n'occulte pas du tout les responsabilités du ministère de l'Administration du Territoire qui est le premier*

responsable des questions électorales ». Selon lui, les reproches ayant conduit à la mise en place d'organes autonomes de gestion des élections n'enlèvent rien au mérite des agents de son ministère : « *En 1993, c'était le début de la démocratie, mais les agents de l'Etat ont organisé des élections à l'issue desquelles le Président en fonction avait perdu le pouvoir et accepté les résultats* ».

« *La communauté internationale avait vraiment apprécié ces élections qui ont été organisées et qui restent aujourd'hui un point d'honneur, non seulement pour notre pays, mais pour le ministère de l'Administration du Territoire, montrant en quoi ce département dispose de ressources pour pouvoir organiser les élections* », a-t-il conclu.

Sébastien Lamba